

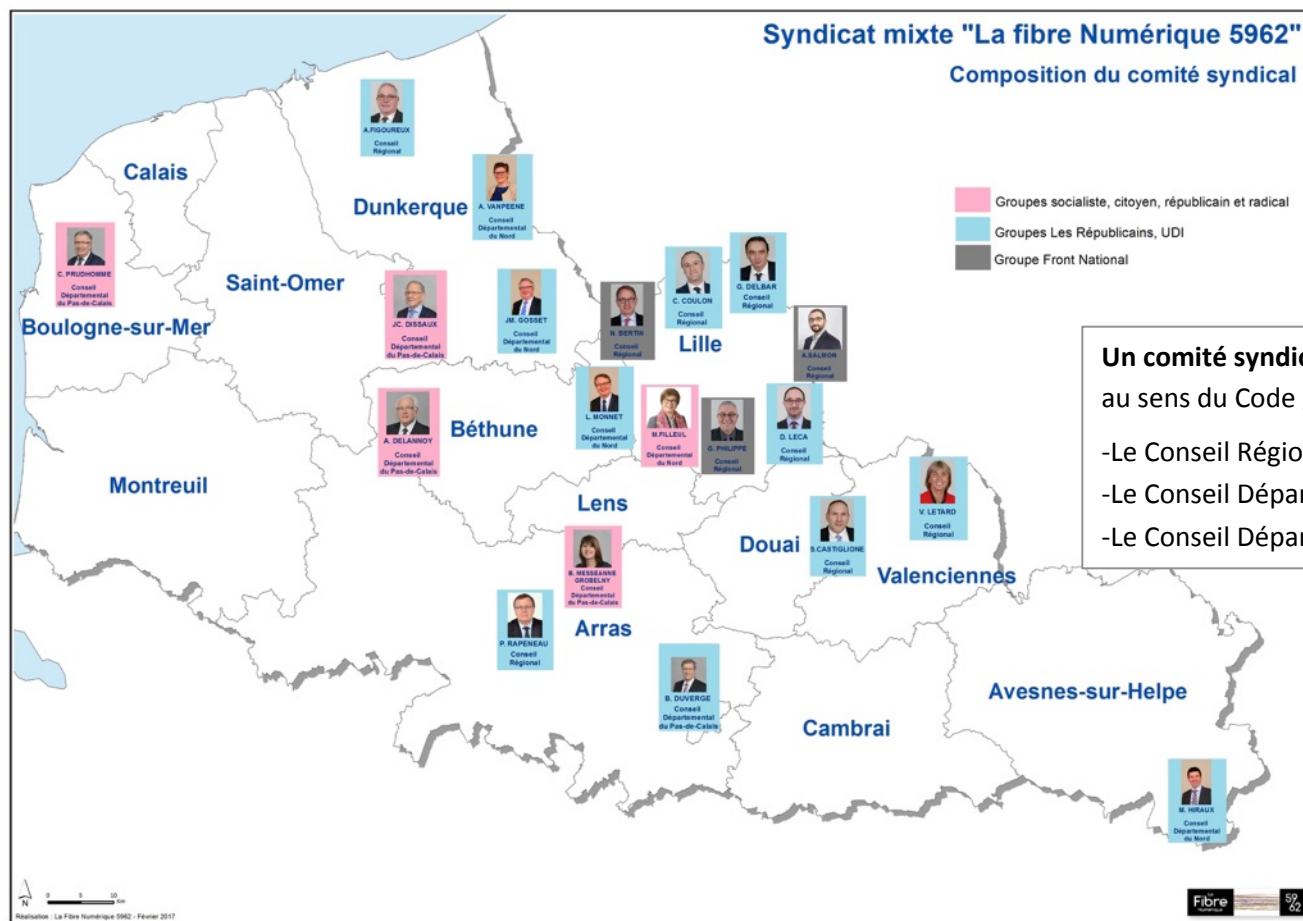
La Fibre Numérique 5962

Présentation du projet Très Haut Débit (THD) en Nord-Pas de Calais

La Fibre optique pour tous en 2021

29 novembre 2017 – Colloque TRIP d'Automne

« Les RIP à l'heure de la feuille de route gouvernementale : stratégies et attentes »

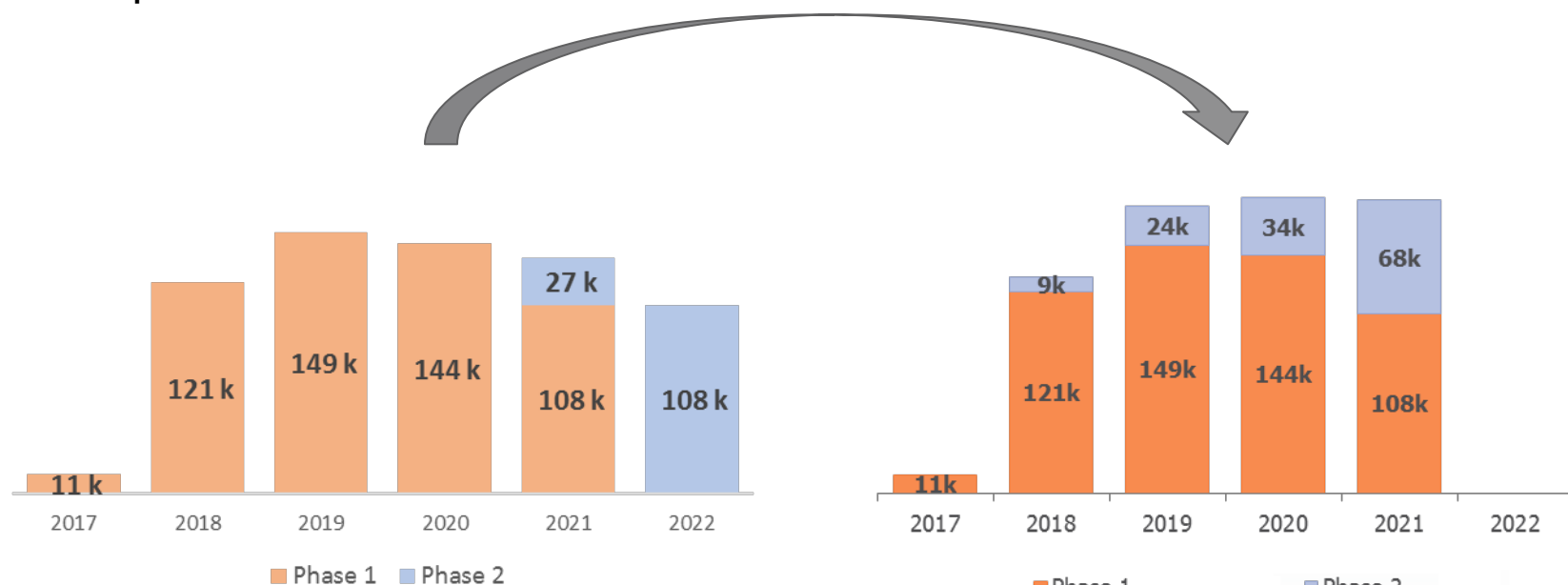


Tous les EPCI du territoire mobilisés et facilitateurs

Un comité syndical composé des 3 membres fondateurs au sens du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- Le Conseil Régional Hauts-de-France (10 délégués)
- Le Conseil Départemental du Nord (5 délégués)
- Le Conseil Départemental du Pas de Calais (5 délégués)

- 700 000 prises FttH à déployer en zone RIP avant fin 2021
- Un coût public de la MeD (493 € / prise) supérieur au coût de la fibre (138 € / prise)
- Une volonté de l'État d'équiper les territoires plus vite
- Deux périmètres calés à la même échéance : fin 2021



Un projet en rupture par rapport aux précédents permettant de diminuer très significativement le coût public du projet

	Éléments clefs du périmètre 1
Nombre de prises	533 000
Durée	25 ans
Investissement de premier équipement	346,2 M€ (dont 8,5 M€ pour raccordement sur demande) soit 650 € / prise
Subvention de premier équipement	38 M€ (dont 8 M€ pour 2 638 raccordement sur demande) soit 71 € / prise - 11% de subvention publique
Linéaire	11 100 km dont 11% de GC
Subvention de raccordements terminaux	36 M€ (dont 10 M€ pour 2 709 raccordements longs)
Part collectivités territoriales	40% région – 40% pour 2 départements – 20% EPCI
Part État	46 M€ (/ 176 M€ dans les estimations)

- Le planning complet annoncé à tous les EPCI depuis novembre 2016
- Un process industriel performant
- 11 000 prises prévues : la totalité des SRO (34) livrés et les prises commercialisables
- Présence de 7 opérateurs :
Bouygues Telecom, Coriolis, Free, K-net, Nordnet, Ozone et Vitis
- Quelques points de vigilance opérationnels :
 - Des rapports avec ENEDIS constructifs mais contraignants
 - Une vigilance sur la fabrication des câbles optiques (**priorité** avec Prysmian)
 - Une base adresse « universelle » et fiable
 - Une gestion des collectifs fastidieuse

- Une vigilance forte de Bouygues Constructions contre le travail détaché
- Sous-traitance de rang 1 uniquement avec 40 entreprises locales, 1 an après
- Des *job dating* spécifiques organisés en amont des déploiements
- Plus de 350 personnes déjà mobilisées
- Dont 10% en insertion (allocataires RSA et moins de 26 ans sans qualification)
- Des formations courtes et locales adaptées au besoin

1. La seule commune « câble » du périmètre 1 de la DSP avec courrier d'engagement de SFR pour moderniser
2. Demande de l'État pour enlever cette commune dans le cadre de la cohérence des initiatives
3. 2 000 prises dans une des zones les plus rentables du RIP (- 0,4 %)
4. Impact sur la subvention IPE : + 500 K€ (+ 1,3 %)
5. Enlever les prises de cette commune du RIP a surenchérit la part publique
6. Mise en œuvre : gestion de la complétude + calendrier non contractuel

- Un périmètre de projet ambitieux (territorialement, en nombre de prises et en calendrier) et un bien de retour public
- Un investissement porté majoritairement par le privé, avec des actionnaires et des financeurs puissants
- La possibilité de financement en mode projet avec forte implication et confiance des banques (dont BEI)
- Un financement public minimisé (68 € / prise pour les ECPI) avec une forte implication de la [région](#), des [départements](#), des EPCI et de [l'État](#) (pour le périmètre 1)
- La prise en compte des demandes locales (un planning traitant en moins de 3 ans les zones de carence ADSL)

- Une sanctuarisation des zones RIP pour renforcer le modèle économique
- Changement d'objectif pour le mauvais débit : 3-4 Mbit/s -> 8 Mbit/s à horizon 2020 :
 - 15 000 prises (2,3%) très éparpillées sur le territoire sur le RIP du Nord – Pas de Calais hors cet objectif en 2021
- Quelles technologies d'inclusion numérique à cet horizon ?
- La demande des territoires devient « Quid de la téléphonie mobile ? »

Merci de votre attention

« Les RIP à l'heure de la feuille de route gouvernementale : stratégies et attentes »